



HAL
open science

Maurice Molénat : témoignage

Denis Poupardin, Maurice Molénat

► **To cite this version:**

Denis Poupardin, Maurice Molénat. Maurice Molénat : témoignage. Archorales : les métiers de la recherche, témoignages, 1, Editions INRA, 205 p., 1997, Archorales. hal-02839987

HAL Id: hal-02839987

<https://hal.inrae.fr/hal-02839987>

Submitted on 7 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Molénat Maurice, Jouy-en-Josas, les 20 Octobre 1995 et 22 Janvier 1996.

M.M. — Je suis né en 1930 à Marseille, issu d'un milieu agricole. Mes parents étaient maraîchers dans la banlieue marseillaise. Ils élevaient aussi des cochons. J'ai fait toutes mes études à Marseille avant d'entrer à l'INA (Institut National Agronomique), en 1951. Après mes trois années dans cet établissement, j'ai effectué mon service militaire dans la Marine (33 mois dont une partie en Algérie) puis j'ai été recruté par le Professeur André-Max Leroy comme Directeur des livres généalogiques porcins. J'étais chargé, avec deux secrétaires qui s'occupaient des tâches administratives, de faire fonctionner ce syndicat d'éleveurs-sélectionneurs. Entre 1957 et 1961, j'ai parcouru la France entière et visité quantité d'élevages pour procéder à leur reconnaissance. Cela leur donnait le privilège de vendre les animaux avec l'appellation "race pure".

D.P. — **Pour quelles raisons avez-vous orienté vos activités vers la zootechnie et l'étude des porcins ?**

M.M. — Le maraîchage ne me semblait pas faire assez appel aux résultats de la recherche. Mon orientation vers le porc doit, par ailleurs, beaucoup au Professeur Pierre Charlet. Raymond Février, que j'avais connu avant mon service militaire, me proposait un poste de Scientifique à l'INRA, mais la proposition de P. Charlet qui m'encourageait à devenir Directeur des livres généalogiques porcins m'est apparue plus séduisante. A part lui, à l'époque, tout le monde n'avait d'yeux que pour les bovins laitiers et je souhaitais faire quelque chose de plus original, même si ce qui m'était proposé était peu rémunéré. En effet, mon salaire était lié à la récupération des "ardoises" des mauvais payeurs.

D.P. — **En quoi consistait, plus précisément, votre travail sur les livres généalogiques ?**

M.M. — Les Livres généalogiques étaient tenus par une association qui défendait les intérêts des sélectionneurs (200 environ, répartis sur tout le territoire français). Le secrétariat, chez A.M. Leroy, était chargé de tenir à jour les généalogies (Pères, Mères, Descendants) et de délivrer les certificats d'origine à tous les acheteurs de reproducteurs. Pour s'assurer une certaine crédibilité, le Livre Généalogique s'imposait de visiter tous les élevages une ou deux fois par an pour vérifier que les adhérents respectaient bien le règlement technique qui leur était imposé (vérifier notamment que les tatouages avaient été faits assez tôt et que l'état sanitaire était satisfaisant) et "confirmer" les futurs reproducteurs. Il fallait également préparer les nouveaux candidats qui devaient faire un stage d'un an environ avant leur admission. Ces visites étaient faites par le Directeur accompagné d'un éleveur-expert.

D.P. — **Comment s'effectuait alors leur admission ? Y avait-il un comité qui décidait de l'agrément des nouveaux venus ?**

M.M. — Oui ! C'était le Conseil d'Administration. Il entérinait généralement les propositions faites par deux experts qui avaient visité l'élevage à six mois d'intervalle.

D.P. — **Ces responsabilités, que vous avez exercées à votre sortie de l'Agro, vous ont donc donné une première connaissance de ce qui se passait en matière porcine en France ?**

M.M. — Oui ! C'est grâce à elles que j'ai bientôt connu tout ce qui se passait dans ce secteur, à cette époque en plein essor. Les races les plus utilisées étaient alors le Large White et le Porc Français de Type

Danois (et non Porc Danois. En effet, lorsque les Danois ont arrêté la vente de reproducteurs à l'étranger, pour conserver le monopole de vente de viande à l'Angleterre, ils ont interdit l'appellation "Porc Danois" hors de leurs frontières). Ces deux races constituent encore aujourd'hui la base de la production.

D.P. — Vous intéressiez-vous néanmoins à d'autres races moins performantes, à cette époque ?

M.M. — Peu, il faut bien le reconnaître ! Quand on sortait de l'Agro, on ne connaissait que les voies de la productivité et de la course au rendement.

D.P. — La production porcine restait encore très disséminée en France au début des années 60, mais n'y avait-il pas déjà l'amorce d'une certaine spécialisation régionale ?

M.M. — La production porcine était relativement bien répartie mais l'Ouest représentait certainement déjà 25 à 30% de la production française. Le Midi-Pyrénées, le Massif central (Allier et Aveyron en particulier), le Nord, l'Est comptaient encore des effectifs importants. J'allais même une fois par an visiter des élevages dans les Hautes Alpes et les Alpes Maritimes.

D.P. — Vous avez donc exercé pendant un certain temps les fonctions de "marqueur", de "secrétaire" ou de "directeur" d'une association d'éleveurs. Est-ce après cette première expérience que vous êtes entré à l'INRA ?

M.M. — Marié en 1961, j'ai jugé nécessaire de changer d'activité pour avoir des occupations plus stables. J'ai travaillé pendant quelques mois pour une association bovine avant d'entrer à l'INRA, en Août 1962, dans l'équipe de Jacques Poly.

D.P. — Pourquoi cette équipe ? Les autres domaines de recherche vous semblaient-elles moins attirants ?

M.M. — Poly était responsable d'un laboratoire (Laboratoire de Recherche annexé à la chaire de Zootechnie de l'INA). Je faisais partie de l'équipe pour la vie de tous les jours : repas, activités extra-professionnelles) C'est tout naturellement que j'ai intégré cette équipe si originale.

D.P. — En quoi cette équipe était-elle originale ?

M.M. — Les gens venaient de tous les horizons :

- Daniel Carré était le seul à avoir emprunté la voie classique du concours d'assistant à la sortie de l'Agro.
 - Pierre Cattin-Vidal venait du contrôle laitier bovin.
 - Bertrand Vissac avait été recruté par hasard, lors d'une rencontre fortuite à l'arrêt d'un Bus.
 - Marcel Poutous était issu de la Direction des Services Agricoles des Ardennes.
 - Michel Gillois arrivait de l'Université.
 - Personnellement, j'avais débuté aux Livres Généalogiques Porcins.
- Plus tard d'autres "pièces rapportées" sont venues se joindre à nous :
- Jacques Frebling qui avait passé plusieurs années aux Services Agricoles de la Manche.
 - Jean-Louis Vrillon qui avait opéré en Afrique francophone.
- ...sans oublier des responsables de domaines expérimentaux :
- Guy Fabre à Carmaux qui arrivait du Maroc.
 - Bernard Perreau à Bourges qui était un ancien éleveur.

D.P. — Sont entrées dans le laboratoire de Poly des personnes qui pouvaient se prévaloir déjà d'une certaine expérience. Vous même, qu'avez-vous apporté ?

M.M. — Ma contribution comme les autres. Je reste persuadé que la réussite de la Génétique Animale est en partie due à l'éclectisme de cette équipe si disparate à première vue, mais si riche par sa diversité.

Mais revenons à moi. Poly a un caractère bien trempé. A mesure que ses ambitions se sont accrues, il s'est entouré de personnes plus posées (Mme Patier, M. Poutous, Molénat) Il m'a confié la partie administrative et m'a envoyé en stage aux Services Centraux. Au contact de Georges Trudelle, j'ai pu acquérir un minimum de connaissances administratives et surtout la philosophie indispensable pour modérer Poly dans ses attaques contre la Direction Générale et "le Château" (Les Services Généraux de Jouy).

D.P. — Qu'est ce qui a déterminé le transfert du laboratoire de Génétique rue de l'Estrapade, dans un premier temps, puis à Jouy ?

M.M. — Le déménagement rue de l'Estrapade est lié au manque de place; à la même époque plusieurs organisations professionnelles (Les livres Généalogiques porcins, bovins et ovins) ont également quitté l'INA. Pour être honnête, disons que la cohabitation Leroy-Poly était devenue délicate. Monsieur Henri Ferru a saisi l'argument de la surpopulation pour mettre les deux fortes têtes à quelques encablures de distance.

Pour Jouy, il s'agissait d'une véritable OPA.

D.P. — Expliquez vous !

M.M. — Notre laboratoire était à Paris. A Jouy, il y avait un autre laboratoire de Génétique. Les deux ont fusionné, en 1963, pour former la Station Centrale de Génétique Animale. Cette fusion a provoqué des heurts (!) et des grincements de dents. Paul Auriol a même quitté l'INRA pour aller à la FAO à Rome, refusant de se mettre sous les ordres de J. Poly. B. Vissac est devenu le second pour l'animation scientifique. J'ai continué à assumer la responsabilité administrative et P. Cattin-Vidal la direction de l'atelier informatique. J. Poly et B. Vissac tenaient à ce que les fonctions logistiques soient assurées par des Ingénieurs. Ils voulaient des gens capables d'étudier les dossiers à fond, de conduire une équipe et de leur tenir tête s'il le fallait.

D.P. — En quoi consistait votre travail d'administration ?

M.M. — Il était énorme. Il s'agissait en premier de gérer le personnel, c'est à dire : suivre la carrière de chaque agent, proposer les avancements, défendre le personnel dans les commissions paritaires ou dans les commissions du personnel ouvrier, faire les démarches lors des recrutements (démarches pas toujours évidentes car la fonction publique accueille avec beaucoup de réticence les "pièces rapportées", nombreuses à la Génétique)

Je devais, par ailleurs, me préoccuper de tous les aspects budgétaires : préparer les demandes de crédits et superviser leur utilisation. Les Généticiens étaient regroupés dans la même station mais chaque équipe avait sa propre "ligne budgétaire" interne, ce qui me permettait de bien individualiser les comportements.

- Bovins laitiers : M. Poutous.
- Bovins à viande : B. Vissac.
- Porcins : Louis Ollivier.
- Groupes sanguins : François Grosclaude.
- Volailles : Philippe Mérat.
- Caprins : Guy Ricordeau.
- Ovins : Alain Desvignes.
- Lapins : Roger Rouvier.
- Génétique Cellulaire : Michel Gillois.

Chaque leader faisait le forcing pour avoir le maximum de moyens. Je devais éviter les débordements. Ce rôle de modérateur me donnait des soucis permanents, car ces "jeunes loups" avaient des ambitions parfois démesurées.

J'étais aussi chargé d'assurer le démarrage de nos installations expérimentales et la liaison (sur le plan logistique) entre le responsable local et le Scientifique de Jouy. En effet, à cette époque, tous les crédits de construction étaient gérés à Jouy, même pour les installations de la Province : Aveyron, Cher, Ille et Vilaine, Tarn, Vienne.

D.P. — Comment parveniez-vous à canaliser les ambitions financières des neuf chefs d'équipe ?

M.M. — Le passage chez Leroy m'avait appris l'économie. Il m'avait bien inculqué que lorsqu'on a 1 F, on ne doit pas en dépenser 2. Et avec G. Trudelle, j'avais appris qu'il ne fallait pas attacher trop d'importance aux comportements excessifs : *"Vous savez, ils feront partie de votre lot quotidien. Ils sont le dynamisme de l'INRA. Si vous ne vous sentez pas la force de les affronter, ne rentrez pas dans notre établissement"*. Après plus de 33 ans passés à l'INRA, ces paroles résonnent à mes oreilles comme si elles dataient d'hier ou de ce matin.

D.P. — Pour quelle raison n'avez-vous pas été affecté à la Station qui s'occupait des porcs, alors que vous aviez déjà beaucoup travaillé dans ce domaine ?

M.M. — Les livres généalogiques sont plus proches des Généticiens que des Nutritionnistes. J'aurais pu être affecté à la Station de Recherche sur les Porcins plus tard. Je rappelle ici certains faits. Vers 1965-70, des projets de la Direction de l'INRA consistaient à éclater notre Département pour placer des équipes de généticiens appliqués dans les Stations qui travaillaient par espèce : généticiens de la volaille auprès de la Station de Recherche Avicole, généticiens porcins auprès de la Station de Recherche Porcine, etc. Il nous a fallu beaucoup de volonté et d'opiniâtreté pour résister aux menaces (Si vous refusez, on vous coupe tous les crédits ! Soyez volontaires, ça vous évitera d'être mutés d'autorité !).

D.P. — Vous êtes donc resté à la Génétique pour vous occuper de problèmes administratifs ?

M.M. — Administratifs et techniques. J. Poly avait profité du regroupement à Jouy pour me confier également la direction du testage porcin. C'était encore une de ses idées. Il reconnaissait que les tâches administratives étaient souvent frustrantes et il confiait donc à ses Ingénieurs-Administratifs un domaine technique dans lequel ils devaient rester crédibles. Ainsi celui qui en avait assez d'effectuer des tâches administratives pouvait se reconverter sans difficulté. Pour P. Cattin-Vidal, c'était le mouton, pour J. Frebling, les bovins à viande, pour J.L. Vrillon, le lapin et moi, le cochon.

D.P. — Après une phase de regroupement de ses activités, le Département de Génétique animale a connu une phase de dispersion géographique. Comment s'est effectué ce redéploiement ?

M.M. — Avec les "lignes budgétaires internes" dont nous parlions tout à l'heure, tout était prêt pour des émancipations sans problème. Des équipes sont restées à Jouy pour constituer la Station de Génétique Quantitative et Appliquée, le Laboratoire de Génétique Factorielle, le Laboratoire de Cytogénétique, le Laboratoire des Groupes Sanguins. D'autres ont migré vers Toulouse pour constituer la Station d'Amélioration Génétique des Animaux et le Laboratoire de Génétique Cellulaire. Plus tard, le Département s'est enrichi du Laboratoire annexé à la Chaire de Génétique de l'ENSA de Rennes, du Laboratoire de Génétique Biochimique et du Laboratoire de Radiobiologie Appliquée.

D.P. — L'essaimage en province s'est-il fait dans la douleur ?

M.M. — Non ! L'INRA avait toujours annoncé clairement sa volonté de jouer la carte de la décentralisation. La carotte qu'il présentait aux chercheurs était simple : si vous désirez obtenir des crédits et des postes, il vous faudra tôt ou tard quitter la région parisienne. C'est ainsi que dans les années 60, l'équipe Robert Jarrige est partie à Theix, que les Physiologistes de la reproduction et les chercheurs sur la volaille se sont installés à Tours. Les Généticiens n'ont pas voulu être en reste, d'où le transfert de certaines équipes à Toulouse. Ils ont alors bénéficié des expériences de Robert Jarrige, de Robert Ortavant et de Claude Calet. A la Génétique, le personnel a eu le choix entre le transfert ou le maintien à Jouy. De plus, à partir de 1967-68, quand je recrutais une secrétaire, il était entendu que c'était pour Toulouse, même si elle devait rester quelque temps à Jouy. C'est la raison pour laquelle le transfert s'est fait en douceur sans engendrer de traumatismes.

D.P. — Le fait d'être entré à l'INRA après une première expérience professionnelle vous a-t-il donné des idées sur des sujets intéressants à étudier ?

M.M. — Pour quelqu'un venant de l'extérieur, l'INRA apparaissait comme un paradis. Il y avait des moyens intellectuels, des moyens matériels et quasiment pas de contraintes. Après avoir bourlingué pendant cinq ans, j'avais en tête des tas de projets. Mais J. Poly m'a vite fait comprendre qu'il ne me recrutait pas pour donner libre cours à mes fantasmes.

D.P. — Quelles étaient alors les questions qui vous paraissaient les plus utiles à approfondir ?

M.M. — En premier lieu, l'interprétation de toutes les données qui avaient été recueillies dans les élevages. Pierre Zert avait initié l'enregistrement et j'avais commencé l'interprétation en venant le soir à l'Agro où était installé un petit atelier mécanographique. J'avais dû arrêter, car les professionnels étaient peu disposés à financer ces recherches. Dès l'instant où il y avait à l'INRA des moyens de travail, la tentation était grande de vouloir y entrer. J'avais envisagé de partir dans une entreprise de fabrication d'aliments du bétail, mais j'ai finalement opté pour l'INRA.
Le Contrôle Individuel des verrats me passionnait également.

D.P. — Le domaine de recherche que vous avez entrepris d'explorer vous a-t-il été assigné par Poly ou a-t-il été le fait de votre choix personnel ?

M.M. — En réalité, mon seul travail de recherche original (Analyse des performances d'élevage en race Large White), je l'ai conduit alors que je n'étais pas à l'INRA. Je ne l'ai pas poursuivi après mon recrutement, mais mon travail n'a pas été inutile. Le fichier que nous avons apuré (Jean Poulenc et moi-même) a constitué le matériau de base sur lequel Christian Legault a démarré sa carrière scientifique. De plus l'organisation que nous avons mise en place a été reprise dix ans plus tard, lorsque nous avons créé le programme de Gestion Technique des Troupeaux de Truies (GTTT).
A l'INRA, j'étais obligé de rester davantage "au ras des pâquerettes" avec l'administration et la direction du testage.

D.P. — En quoi consistaient ces opérations de testage ? Pourriez-vous donner sur elles davantage de précisions ?

M.M. — Ce sont A.M. Leroy puis R. Février qui avaient lancé en France le testage porcin. Les Danois avaient un demi siècle d'avance en ce domaine. Nous avons adopté leurs méthodes et les avons appliquées avant de passer au Contrôle Individuel.
De nombreuses publications traitent de ces sujets (Annales de Zootechnie, Annales de Génétique, Journées de la Recherche Porcine, Bulletins Techniques du Département de Génétique animale). Peut être est-il inutile de nous appesantir ? Je me limiterai à rappeler les principes :
- Le Contrôle de la Descendance (appelé testage) consiste à évaluer les performances des descendants de plusieurs mâles (9 descendants par verrat chez les porcins, sur lesquels on mesure la croissance, l'efficacité alimentaire et la teneur en muscles de la carcasse). Les comparaisons de ces descendance permettent de déceler les meilleurs géniteurs. Cette méthode est lourde (9 descendants à élever et à abattre pour chaque verrat "testé"), lente (le père est déjà âgé quand il est reconnu bon géniteur) et onéreuse (elle exige de gros investissements), mais c'était la seule possible à l'époque.
- A partir des années 50, les chercheurs (dont Bernard-Louis Dumont) ont mis au point une mesure aux ultrasons qui permet d'estimer la teneur en muscle d'un animal vivant (sans avoir à l'abattre). Ainsi est né le Contrôle Individuel qui consiste à estimer la valeur génétique d'un animal à partir de ses propres caractéristiques : sa croissance, son efficacité alimentaire et la valeur de sa carcasse. Cette méthode simple, efficace (le verrat est connu avant de commencer sa vie de reproducteur) et relativement économique (on peut contrôler plusieurs verrats dans la même case) a rapidement supplanté le contrôle de la descendance.

D.P. — A côté d'un travail important auprès des éleveurs, il y avait également tout un travail dans les domaines expérimentaux. Comment s'articulaient entre elles ces différentes activités ?

M.M. — Les Scientifiques du Département traitaient (et traitent encore) trois catégories de données bien distinctes :

- Celles provenant des élevages privés, transférées au Centre de Traitement de l'Information Génétique (CTIG) pour y être traitées. Un exemple est fourni par le programme de Gestion Technique des Troupeaux de Truies
- Celles d'animaux achetés à des éleveurs et contrôlés dans nos Centres, par notre personnel et les données interprétées par nous. Le Contrôle de la Descendance et le Contrôle Individuel en sont des exemples. Aujourd'hui la profession gère elle-même la majorité des centres de contrôle. L'INRA se limite à l'interprétation des données.
- A ces deux ensembles s'ajoutent les données recueillies dans nos propres élevages.

D.P. — Des contrôleurs allaient-ils vérifier la justesse des déclarations des éleveurs ?

M.M. — Oui ! Chaque espèce avait ses propres structures. Pour les porcins, l'Association Nationale de Contrôle des Performances de l'Espèce Porcine (ANCPEP) se chargeait de contrôler la validité des chiffres avancés par les éleveurs. Avec la Loi sur l'Élevage, les Établissements Départementaux de l'Élevage (EDE) ont pris le relais.

Ces organismes ont eu davantage à harmoniser les présentations des données qu'à déceler des tricheries. En effet, les éleveurs à la tête d'importants troupeaux avaient tout intérêt à faire des déclarations honnêtes pour ne pas se faire illusion. Tricher sur les performances est aisé quand on a quelques animaux, mais peut avoir des conséquences graves sur de gros effectifs. Gérer est moins dangereux que tricher.

D.P. — Quelles sont les expériences qui ont été faites sur les porcins qui appartenaient à l'INRA ?

M.M. — Je distinguerai trois types d'expériences : les expériences de longue durée (20 à 30 ans), les expériences ponctuelles et les travaux sur les porcs chinois.

Dans les expériences de longue durée, citons :

- Un essai de sélection en troupeau fermé sur la race Large White au domaine de Bourges. L'objectif était d'améliorer les performances de reproduction du troupeau en retenant à chaque génération les descendants des truies les plus prolifiques (la prolificité s'exprime par le nombre de porcelets nés à chaque portée). Les résultats n'ont pas été à la hauteur des espérances.
- Un essai de sélection, chez les éleveurs, dans une zone géographique bien délimitée (le Poitou), basé sur le Contrôle Individuel des verrats et leur utilisation massive grâce à l'Insémination Artificielle. Cette expérience conduite à Rouillé (Vienne) par les Départements de Génétique et de Physiologie Animales a donné des résultats très satisfaisants.
- La création d'une lignée "hyperprolifique". Un programme informatique décèle les truies françaises qui ont des prolificités exceptionnelles. Ces truies sont achetées par l'INRA et saillies. Les fils (de potentiel génétique théoriquement supérieur à la moyenne française) sont conservés pour saillir une nouvelle série de truies exceptionnelles. De nouveau, les fils sont conservés, etc. De génération en génération, on obtient ainsi des verrats dont le potentiel génétique se rapproche de plus en plus de celui des truies exceptionnelles. Ce programme a montré toute son efficacité et les verrats de la lignée INRA sont aujourd'hui très largement utilisés.

A côté des expériences de longue durée, nous effectuons des expériences "ponctuelles" comme les comparaisons de races, la détection d'anomalies génétiques, la mesure du progrès génétique effectivement réalisé sur le terrain, la mise en évidence de la sensibilité au stress (le stress peut provoquer des pertes importantes lors de la saillie, lors du transport ou à l'abattage, et sa gestion est facile sur le plan génétique), le déterminisme génétique de la qualité de la viande, et actuellement l'établissement de la carte génique des porcins, etc. (il faudrait une page entière pour énumérer les sujets abordés en trente années de recherches).

D.P. — Quel intérêt a-t-on trouvé aux lignées chinoises ?

M.M. — Elles se sont très bien adaptées à notre pays du point de vue sanitaire. Elles sont, par ailleurs, très prolifiques (12 à 16 porcelets par portée à la naissance), présentent une puberté très précoce et des retours en chaleur réguliers. Les physiologistes de la reproduction ont montré que la prolificité exceptionnelle était due à une faible perte embryonnaire (embryons très robustes) plutôt qu'à une ponte ovulaire élevée (le taux d'ovulation n'a rien d'exceptionnel).

Les pathologistes, les nutritionnistes, les spécialistes de la viande, les neurophysiologistes ont également étudié leurs qualités et leurs défauts. Si du point de vue de la reproduction, les porcs chinois ont des qualités intéressantes, ils présentent des carcasses si grasses qu'elles sont inexploitable sur le marché français.

D.P. — Comment les généticiens ont-ils exploité ce matériau ?

M.M. — Des stratégies différentes se sont opposées à l'intérieur de l'équipe porcine. Certains faisaient valoir qu'il fallait maintenir ce cheptel "à l'état brut", car il constituait un matériau original qu'on devait continuer à découvrir. D'autres (dont je faisais partie) pensaient préférable d'entreprendre une sélection destinée à obtenir un troupeau aussi prolifique que le troupeau d'origine, avec des carcasses hautement améliorées. Les défenseurs de la première solution ont eu gain de cause.

Les réticences de l'INRA à se lancer dans un programme de sélection n'ont pas découragé certaines firmes. Sanders a démarré une souche sino-européenne, puis a éliminé son troupeau après 8 ou 9 années d'effort. Pen Ar Lan a réalisé des croisements avec nos porcs chinois, puis opéré la sélection sur les descendants. Après plus de 12 années de travail, la firme met actuellement sur le marché des animaux qui entrent parfaitement dans la gamme des produits recherchés.

D.P. — Quel impact la loi sur l'élevage a-t-elle eu dans l'évolution de la production porcine ?

M.M. — Le mouvement de concentration était déjà largement amorcé avant la loi. La loi (de nature essentiellement génétique) a eu un gros impact sur l'amélioration génétique des animaux domestiques, donc sur la sélection porcine.

D.P. — En tout cas, à partir de 1966, année de promulgation de la loi, les moyens mis à la disposition de votre Département ont été considérablement renforcés !

M.M. — Nous avons déjà passablement de crédits.

La Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique (DGRST) avait notamment permis le renforcement de l'atelier informatique en finançant l'acquisition de l'ordinateur I B M 650, très puissant pour l'époque. La loi sur l'élevage a pérennisé cet atelier en finançant son fonctionnement annuel (Chapitre 4450 du Ministère de l'Agriculture) et le remplacement du matériel initial par du matériel de plus en plus performant.

Nous avons eu des crédits importants venant directement du Ministère de l'Agriculture vers les années 1965-1966 (avant la promulgation de la loi) lorsque J. Poly était au cabinet d'Edgar Faure. Ces crédits ont permis la construction de deux stations bovines à Bourges et Limoges, de deux stations porcines à Rennes-Le-Rheu et Carmaux et de bâtiments d'élevage pour les bovins du domaine du Pin au Haras.

Enfin nous avons des crédits de l'INRA grâce à la complicité entre J. Poly et Marc Ridet, chef des Services financiers de notre Institut. Ridet adorait visiter les installations expérimentales. A l'occasion, il distribuait assez facilement des crédits. Poly jouait sur cette corde sensible et "promenait" souvent Ridet, ce qui suscitait les jalousies des collègues des autres départements, persuadés (ils n'avaient pas tout à fait tort) que nous bénéficions de faveurs un peu trop visibles. Ridet avait même monté une société de travaux publics (non déclarée) : l'Unité de Travaux Fonciers (UTF) qui a laissé des réalisations importantes au Département de Génétique, notamment à Bourges, La Fage et Carmaux.

Je ne dis pas ça pour dévaloriser M. Ridet ; au contraire, M. Ridet avait beaucoup d'estime pour le personnel d'exécution. Il pensait qu'un chercheur, dans sa tour d'ivoire, qui voit ses installations expérimentales seulement au travers des animaux fournis ou des données recueillies ne méritait ni sa considération, ni ses largesses.

D.P. — Vous disiez qu'à côté de votre activité de gestionnaire, vous faisiez partie de l'équipe porcine sur le plan scientifique. Étiez vous toujours en harmonie avec vos collègues ?

M.M. — Il est évident que non. Quand il y avait une alternative, il fallait bien qu'une décision soit prise. L'option arrêtée, je jouais le jeu. Ce fut le cas pour les recherches sur les porcs chinois dont nous avons déjà parlé. Sur d'autres aspects, je n'ai jamais cédé. Nous avons parlé jusqu'ici des recherches menées pour accroître la productivité et améliorer les rendements. Dès les années 1968-1970, j'ai eu conscience qu'en allant trop loin dans cette direction, nous risquions d'amplifier le mouvement de désertification des campagnes, donc de contribuer à l'accroissement du chômage. Sur ce point mes collègues ne me suivaient pas, mais je conservais mes convictions.

D.P. — Cette interrogation rejoint les préoccupations de B. Vissac et du SAD !

M.M. — Évidemment ! Le département SAD a été créé par des généticiens en crise de conscience (dont je faisais partie) et j'ai hésité sur la voie à emprunter : aller au SAD ou rester au département de génétique animale en essayant de faire prévaloir les conceptions du SAD ? Je suis resté à la génétique et je me suis rendu compte, à l'expérience, que vouloir changer les esprits était une illusion. Je dois aussi reconnaître que j'ai eu un peu peur de me couper de mes bases, ne voyant pas au sein du SAD de partenaires intéressés par les problèmes porcins.

D.P. — Pourquoi la concentration de la production et l'élimination des marginaux ont-elles été plus rapides dans le secteur porcine que dans les autres secteurs animaux ?

M.M. — Elles ont été encore plus rapides chez la volaille mais nous nous éloignons de la Génétique. Je vais essayer de donner mon point de vue pour les porcins. La rotation rapide des capitaux favorise la course au profit qui engendre elle-même la concentration. De plus, les Pouvoirs Publics ont élaboré des règles et octroyé des subventions destinées à accroître la taille des entreprises et la concentration géographique. Les généticiens ont saisi l'aubaine (en génétique, il est plus efficace d'opérer dans des troupeaux importants que dans des microstructures) et se sont bien gardés d'émettre la moindre réserve sur la disparition des petits éleveurs et la diminution, à terme, de la diversité biologique.

D.P. — Vous aviez beaucoup de relations avec l'Institut Technique du Porc (ITP) ?

M.M. — Oui, puisque nous travaillions sur le même sujet. L'ITP était responsable de la coordination des actions de contrôle et nous des protocoles techniques. L'ITP (comme les autres Instituts Techniques) a pris de plus en plus d'importance. La place des Ingénieurs de Développement à l'INRA était de plus en plus discutée (et discutée) puisque toutes les structures étaient en place hors de l'INRA. J'ai donc, en toute logique, perdu de mon influence sur la production.

D.P. — Avez vous été "assigné à demeure" à Jouy ou avez vous été conduit à continuer à vous déplacer ?

M.M. — J'ai été affecté au centre de Jouy à partir de 1963, mais je me suis énormément déplacé. Jusqu'en 1970, j'étais toujours par monts et par vaux pour superviser la mise en place des domaines expérimentaux et faire de la "Vulgarisation". Quand tout a été construit et qu'il n'y avait plus de rendez-vous de chantiers en Province, je me suis davantage consacré aux stations porcines de Carmaux et de Rennes-le Rheu qui démarraient. Je savais que, si je n'y allais pas régulièrement, je perdrais très vite-

le contact. Je me suis donc imposé au minimum une visite par mois en plus des déplacements liés au "Développement" (nouvelle appellation de la Vulgarisation). A la fin des années 70, les Stations de Carmaux et de Rennes avaient acquis leur totale autonomie. Je n'avais plus de raison de m'y rendre.

D.P. — Vous avez été recruté pour vous occuper de tâches administratives et impulser certaines recherches. Avez-vous fait une carrière plutôt scientifique ou administrative ?

M.M. — J'ai eu une carrière d'"Ingénieur Technico-Administratif". Je n'ai jamais publié de notes sur les problèmes administratifs. Par contre, j'ai rédigé plus d'une centaine d'articles dans des revues de vulgarisation, pour les Journées de la Recherche Porcine. J'ai également rédigé trois Bulletins Techniques du Département de Génétique Animale et un numéro spécial de la série "Études et Synthèses" de L'Institut d'Élevage et de Médecine Vétérinaire des pays Tropicaux (IEMVT) et encadré une trentaine d'étudiants.

Je n'ai jamais été un chercheur déguisé. Je n'ai jamais publié dans une grande revue scientifique avec comité de lecture. Pour Poly, c'était aux chercheurs d'impulser la recherche et aux ITA d'assurer la logistique, et nous en étions tous convaincus.

D.P. — Quels changements humains avez-vous observé depuis la création du Département de Génétique ?

M.M. — A partir du moment où il n'y a plus eu de contact avec les animaux, j'ai constaté une dégradation des rapports humains. Quand il y avait des animaux à Jouy ou à la Minière, l'ambiance était plus décontractée. Je ne dis pas cela par nostalgie : j'ai revu récemment un architecte (Gérard Caron) qui a réalisé de nombreuses constructions à Jouy, il y a trente ans. Il a observé une dégradation de l'état d'esprit plus importante chez nous que chez ses autres clients.

D.P. — Est-ce parce qu'on est passé d'une recherche finalisée, ancrée dans le réel, à une recherche plus "clean", plus sophistiquée ?

M.M. — Les deux se superposent : le contact avec l'animal rend humble. La recherche sophistiquée fait abstraction de l'homme.

D.P. — Quels sont les domaines de recherche qui mériteraient, à votre avis, des investigations supplémentaires ?

M.M. — Il faudrait envisager davantage les aspects humains et sociaux, les milieux dans lesquels s'inscrivent les recherches. Je regrette, à ce propos, que le SAD et la Génétique évoluent en opposition alors qu'ils devraient être complémentaires.

D.P. — Les pratiques sociales, dans le secteur porcin, se sont-elles transformées au point qu'il soit impossible de revenir à des pratiques plus anciennes ayant encore un intérêt ?

M.M. — La fuite en avant est une réalité sociale. Le rôle de l'INRA est-il de l'accélérer, comme il le fait depuis plus de 20 ans ? Faut-il raisonner aveuglément en termes de filières ? Ainsi, dans la filière porcine, on distingue des naisseurs, des engraisseurs, des abatteurs, des découpeurs, des transformateurs qui doivent tous gagner leur vie et encaisser la TVA pour le compte de l'État. Prôner la filière, c'est pousser au gigantisme. Pour maintenir ou réactiver les ateliers de petite dimension, il faut renoncer à la séparation de ces diverses fonctions, éliminer des intermédiaires pour que la valeur ajoutée tombe dans un minimum de caisses (une ou deux).

Cette réflexion peut difficilement être conduite par les hommes politiques qui travaillent à court

terme et se préoccupent davantage des populations urbaines qui constituent l'essentiel de leur clientèle électorale.

Elle ne peut pas être le fait de dirigeants agricoles qui sont élus par les agriculteurs "en pointe" et qui, au contraire, essaient de nous persuader qu'ils détiennent seuls la vérité.

Seuls des agents de l'état, protégés par leur statut, peuvent s'offrir le luxe de raisonnements plus globaux sur l'avenir.

D.P. — Remettez-vous en cause les options premières de l'INRA ?

M.M. — Pas toutes. Je reproche essentiellement le manichéisme qui consiste à dire : "Tu ne vas pas dans la direction générale. Donc tu fais fausse route. Arrête de "gamberger !" "

Peut être serait-il utile de faire une pause, de délaissier momentanément les laboratoires pour réfléchir à des domaines plus motivants ? Je connais des collègues dont la motivation chancelle. Ils prennent conscience que, lorsqu'il n'y aura plus d'agriculteurs, plus d'éleveurs (à l'exception de quelques hyper-usines à viande), la recherche publique n'aura plus de raison d'être.

D.P. — Que proposez-vous ?

M.M. — Que chacun essaie de se débarrasser provisoirement de son carcan productiviste pour réfléchir à d'autres options. Je suis persuadé que de ce "brain storming" sortirait des voies originales pour l'INRA.

D.P. — Mais vous même, avez-vous des idées ?

M.M. — J'insiste depuis de nombreuses années sur quelques pistes :

La recherche du profit maximum est-elle la seule motivation de l'éleveur (et par voie de conséquence du chercheur) ? Les notions de qualité de vie, d'épanouissement de l'individu, de curiosité, d'occupation du territoire méritent qu'on leur porte un certain intérêt.

Arrêtons de "massacrer" les minorités rurales au nom de la rentabilité immédiate ! Réfléchissons à l'exploitation de la diversité génétique autrement qu'en termes de cryoconservation, de réservoirs de gènes pour une exploitation industrielle ! Les activités humaines diversifiées engendrent (ou maintiennent) la diversité biologique.

Jetons un regard nouveau sur les Pays en développement (les PED) qui ne doivent plus être de simples déversoirs pour nos surplus (refrain connu) et nos technologies avancées (refrain moins connu). Imposer nos technologies de pointe à ces pays est déraisonnable. Il faut lancer des recherches destinées à les promouvoir, non à les asservir encore davantage.

- L'INRA est cruellement absent des réflexions et des actions qui se développent à la base sur ces aspects. Certes, on trouve quelquefois une ligne sur la "carte de visite" des Départements (les programmes affichés) mais dans les débats réels où est l'INRA ? L'Enseignement Agricole, les Organisations Non Gouvernementales (ONG), certaines franges de la profession (Agriculteurs Français et Développement International, association plus connue par son sigle AFDI) nous imposent peut-être des remises en cause déchirantes.

D.P. — La diminution du nombre de techniciens dans notre Institut risque-t-elle de remettre en cause certaines de ses orientations ?

M.M. — Il faut inverser la proposition. Ce sont les orientations de l'INRA qui provoquent la diminution du nombre de techniciens et une dégradation de l'ambiance de travail. Une armée de généraux n'engendre pas souvent la décontraction.

D.P. — Le mélange de catégories qui existait autrefois a fait place à plus d'homogénéité ?

M.M. — Et à une dégradation du climat, je le répète. La réussite est un moteur pour le chercheur ou l'ingénieur. L'agent de catégorie B ou C a généralement d'autres préoccupations : la fin de mois, un signe d'encouragement, une marque de sympathie, son jardin familial, ses menus du week-end. Quand ils se retrouvent au café, les chercheurs et ingénieurs parlent "boulot" (le café est une annexe de leur laboratoire), alors que les secrétaires ou les techniciens parlent de tout et de rien, de la vie !

D.P. — **Vous êtes-vous fait à l'INRA des amis ou seulement des relations professionnelles ?**

M.M. — Je conserve tous mes amis de la bande à J. Poly des années 60. Certes, les activités de l'époque ont disparu, mais les rapports que j'ai avec eux sont aussi décontractés qu'autrefois. Je me suis fait quelques amis, depuis mon arrivée à Jouy. Par contre, je dois reconnaître que je n'ai pas de véritables amis parmi les plus jeunes, peut être parce qu'ils ne me connaissent qu'au travers d'une image déformée par les nécessités de la vie en "communauté" mais surtout parce qu'il n'y a pas eu cette complicité initiale qui dépasse les oppositions occasionnelles et inévitables. Et puis qu'appelle-t-on des amis ? Je peux dire que, depuis deux ou trois ans (depuis que tout le monde sait que je compte consacrer ma retraite à l'iconographie du porc), je reçois de nombreuses marques de sympathie qui me vont droit au coeur.

D.P. — **Le fait qu'il y ait, dans les laboratoires, à la fois des gens qui ont la sécurité de l'emploi et d'autres qui ont un statut très précaire et sont obligés de travailler beaucoup pour le conserver vous paraît-il, à terme, préoccupant dans un institut comme le nôtre ?**

M.M. — Il n'y a pas chez nous de CES. Dans la mesure où nous n'avons quasiment plus que des scientifiques et des ingénieurs, on ne voit pas très bien ce qu'ils pourraient faire. D'autre part, les jeunes sont surtout des ASC ou des thésards qui passent le concours de Chargé avec succès. Nous accueillons aussi des stagiaires des grandes écoles d'Agronomie, mais ils ne restent pas assez longtemps pour que nous soyons vraiment sensibilisés à leurs problèmes de recherche d'emploi. Je pense qu'à l'avenir nos thésards n'auront plus systématiquement leur recrutement assuré. Nous serons alors confrontés au problème que vous évoquiez.

Nous hébergeons plusieurs Ingénieurs des Instituts Techniques mis à disposition de l'INRA. Dès que l'ANDA (organisme qui finance les Instituts Techniques) a des problèmes financiers, le moral de ces ingénieurs est "à la baisse" et l'ambiance de la station s'en ressent.

D.P. — **Vous évoquiez, avant le début de cet entretien, la perte de la mémoire INRA par absence de politique d'archivage. Avez-vous des documents dont la conservation vous paraîtrait souhaitable ?**

M.M. — Il faut reconnaître que nous ne sommes guère portés à conserver des documents qui peuvent avoir de l'intérêt pour les autres. Quand on arrive dans un nouveau bureau, la première des choses que l'on fait, c'est le vide. On dispose de services de documentation, pas de culture d'archivage. On perd ainsi (ou on ignore) des documents très intéressants. Je prendrai en exemple deux mémoires d'étudiants dont les aspects originaux (trop originaux même) n'ont jamais été pris en compte et publiés.

- Un mémoire rédigé en 1977 par un étudiant de l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort porte sur les porcs Gascon et Pie Noir du Pays Basque dans le piémont pyrénéen. Qui s'y intéresse à l'INRA, alors que les réunions sur les spécificités locales se multiplient ?

- Un autre mémoire rédigé en Guadeloupe montre que, lorsque 25% seulement de leurs besoins sont couverts, les porcs survivent sans difficulté. Ce résultat qui n'a jamais été publié mérite d'être largement exploité : Ainsi, quand les ressources locales se réduisent, les éleveurs peuvent limiter considérablement les achats d'aliments (Élevages extensifs, PED); pour conserver des gènes intéressants (races chinoises par exemple), il devient inutile de nourrir les animaux comme des animaux de rapport.

J'ai pris deux exemples extrêmes, caricaturaux, pour montrer que tout ce qui peut présenter un certain intérêt ne figure pas obligatoirement dans les références officielles.

D.P. — Si rien n'est entrepris pour assurer la conservation de ces mémoires produits à très peu d'exemplaires, le risque est grand qu'ils disparaissent rapidement.

M.M. — Il y a aussi un problème de motivation. Il faut avoir envie de consulter ces documents originaux et savoir où ils sont. L'enseignement me paraît plus sensibilisé que l'INRA. Ainsi le Centre d'Enseignement Zootechnique (CEZ) de Rambouillet est prêt à accueillir tous documents sur les races locales françaises, sur les actions dans les Pays en Développement et surtout à assurer l'information auprès des demandeurs éventuels. J'ai déjà adressé au CEZ une dizaine de mémoires. Très prochainement, je compte lui adresser une trentaine de références bibliographiques originales quasiment méconnues.

D.P. — Avez-vous d'autres exemples à citer ?

M.M. — La mairie de Loudéac (Côtes d'Armor) projette de créer un "Musée du Porc". Pour l'instant, elle se limite à conserver certaines archives. Lors de la dissolution des Livres Généalogiques porcins en 1994, j'ai réussi à éviter la benne à ordures à quelques documents qui illustrent les débuts du porc Large White et la période de l'après guerre. Ils sont aujourd'hui référencés et à l'abri de la destruction. J'y ajouterai tout ce dont je dispose pour la période 1950-1970. Je citerai également un exemple chez les bovins. Notre ami Poutous a pris sa retraite, en Novembre 1995. Il disposait de documents uniques sur la race normande, datant de la période 1939-1945. Après réflexion, il les a confiés à l'INA-PG plutôt qu'à un collègue de l'INRA.

D.P. — Qu'en est-il des protocoles expérimentaux du passé ?

M.M. — C'est aussi un de mes soucis (moins fort que les précédents) de voir que les protocoles expérimentaux sont souvent évoqués plutôt que détaillés. Quand on reprend un article, avec quelques années de recul, on aimerait parfois retrouver des détails du protocole. Je pense que tout mémoire d'étudiant devrait comporter le protocole détaillé en annexe. Ca éviterait de surcharger le texte tout en préservant l'avenir.

D.P. — Avez-vous trouvé, vous-même, plus de satisfactions à écrire des articles ou à faire des exposés à des groupes d'éleveurs ?

M.M. — Ce sont deux aspects du métier de chercheur ou d'ingénieur que je trouve complémentaires et aussi passionnants l'un que l'autre. A certains moments, on a envie d'écrire pour préciser des idées un peu floues. A d'autres, on préfère les présenter, les tester ou les défendre oralement. Le comportement de l'auditoire, très variable d'un exposé à l'autre, est d'un apport considérable, car les éleveurs ont la critique (au sens positif du terme) très acérée.

D.P. — Avez-vous été confronté, au cours de votre carrière, à des problèmes d'ordre éthique ?

M.M. — Nous n'intervenons sur des animaux qu'en effectuant des mesures classiques. Il nous est arrivé de faire quelques biopsies malgré tout. De là à parler d'éthique ?

D.P. — Plus que de problèmes d'éthique, vous avez été conduit à vous poser des questions sur la responsabilité du chercheur face à l'éleveur.

M.M. — Éthique ou cas de conscience ? J'ai toujours considéré que nous travaillions pour l'homme même si notre matériau est l'animal.

D.P. — Le développement de la génétique animale doit-il beaucoup aux progrès techniques ? Quels ont été ceux qui ont permis les avancées les plus notables ?

M.M. — Je ne vais pas vous parler des techniques de biologie moléculaire mais de deux découvertes relativement anciennes :

Le passage du contrôle de descendance au contrôle individuel a été possible lorsque les appareils à ultrasons ont permis (fin des années cinquante) d'apprécier les caractéristiques de la carcasse sur l'animal vivant, encore jeune, avant son utilisation comme reproducteur. L'efficacité de la sélection a certainement été multipliée par dix au minimum.

Avec les machines à calculer mécaniques à trois mémoires, le simple calcul de moyennes, de variances, de corrélation entre deux caractères exigeait un temps considérable lorsque nous traitions des fichiers de quelques milliers de données. Les passages à la mécanographie, puis à l'informatique, ont révolutionné nos méthodes de travail. Ainsi aujourd'hui le programme de Gestion Technique des Troupeaux de Truies traite près d'un million de données plusieurs fois par an. Quelle que soit l'espèce, les Scientifiques traitent aujourd'hui des fichiers très volumineux. Le contrôle laitier bovin, par exemple, traite environ trois millions de vaches chaque mois.

D.P. — **On vous dit grand défenseur des races locales. Qu'en est-il exactement ?**

M.M. — C'est un qualificatif qui m'est arrivé indirectement. Lorsque Bernard de Verneuil, en Corse, a été confronté à des problèmes porcins, il a fait appel à moi, car il connaissait ma sensibilité. Généticien, corse, le raccourci est évident. Pour beaucoup, je suis devenu le défenseur de la race porcine corse. En réalité, dès 1978, j'écrivais que notre objectif était de maintenir une activité en Castagniccia et que, si nous étions amenés à nous rabattre sur la seule conservation de la race porcine en péril, nous considérerions que ce serait un échec.

D.P. — **Qu'en pensaient les Généticiens ?**

M.M. — Ils m'ont immédiatement considéré comme un plaisantin, mais ils n'étaient pas les seuls à se moquer :

- Un Économiste : Molénat , c'est celui qui va combler notre déficit avec les porcs corses !

- Un Généticien : Lorsqu'un Département de Philosophie se créera à l'INRA, tu poseras ta candidature ?

- Un Ingénieur de firme de sélection : Pourquoi restes-tu à l'INRA ? Les Arts et Traditions te conviendraient davantage !

- Un autre Ingénieur de la profession : Il faut s'appeler l'INRA pour jeter ainsi l'argent du contribuable.

- Un journaliste (après un exposé sur la Corse aux Journées de la Recherche Porcine) : cet exposé n'avait pas sa place dans des journées que se veulent crédibles.

J'ai été, pendant plusieurs années, une cible privilégiée de l'establishment" et de ce fait, je devenais crédible auprès de ceux qui se voulaient défenseurs des races locales et d'une certaine ruralité. Lorsque Claude Texier et Michel Luquet à l'ITP ont lancé des programmes de sauvegarde pour les races porcines continentales en péril (Pie noire du Pays Basque, Normande, Limousine, Gasconne, et aujourd'hui Bayeux), j'ai tout naturellement participé à leur action en insistant toujours sur le fait que la race locale n'était pas un but en soi. Ce qui importe, c'est le contexte humain qui les sous-tend.

D.P. — **Avez-vous fait beaucoup de missions à l'étranger ? Dans quel cadre les avez-vous faites ?**

M.M. — J'ai effectué environ une mission à l'étranger, par an, en Europe ou dans les pays en développement. Pour ces derniers, j'ai toujours été hostile aux missions ponctuelles d'expertise qui sont souvent des parties de plaisir ou des occasions de rentrées financières. J'ai donc préféré la continuité au Brésil et au Viêt-nam.

Les Chercheurs brésiliens étaient fortement ancrés aux USA. L'un d'eux, ami de B. Vissac, tenait à ouvrir le Brésil vers l'Europe et notamment la France. Pour les porcins, j'ai accepté cette collaboration. Entre 1980 et 1984, j'ai été le correspondant porcine français de l'EMBRAPA (Équivalent brésilien de l'INRA). Invité deux fois au Brésil, j'ai visité tous les laboratoires qui s'occupaient de porcs et

j'ai fait une quinzaine de conférences-débats sur la Recherche porcine en France, sur les porcs chinois, sur la diversité biologique. J'ai reçu une quinzaine de Chercheurs brésiliens pour les orienter vers des laboratoires français d'accueil (Pathologie, Nutrition, Reproduction) ou des organismes professionnels (ITP, firmes de sélection, fabricants d'aliments, groupements de producteurs, centres d'insémination artificielle, etc.). Enfin j'ai préparé les déplacements d'une dizaine de Chercheurs français vers le Brésil.

Pour le Viêt-nam, le problème était de même nature. Après le départ des Américains, à partir des années 1978-1980, les Vietnamiens ont voulu se rapprocher des pays européens qui avaient une approche génétique différente de celle de leurs tuteurs russes, élèves de Mitchourine et Lyssenko. Dans le cadre d'un appel d'offre que le Ministère français des Affaires Étrangères avait répercuté, je me suis porté volontaire. Je suis donc allé au Viêt-nam une première fois en 1980. Au total, j'ai effectué six missions, d'un mois environ chacune, entre 1980 et 1992.

D.P. — L'intérêt que vous avez manifesté pour le Viêt-nam résultait-il d'un engagement politique ou de l'intérêt que vous portiez aux races locales ?

M.M. — Ni l'un ni l'autre ! Je pensais simplement que la voie suivie en France aboutirait à un impasse et je me sentais de moins en moins à l'aise. C'est l'époque à laquelle je me posais le plus de questions sur mon avenir. S'il n'y avait pas eu le Viêt-nam, sans doute serais-je allé au SAD, malgré les réserves que j'émettais tout à l'heure.

D.P. — Qu'êtes-vous donc allé faire au Viêt-nam ?

M.M. — En 1980 pendant cinq semaines, dans la région d'Hanoï et le delta du fleuve rouge, j'ai fait des cours de génétique appliquée et des exposés sur la Recherche française, sur l'Enseignement Supérieur qui ont suscité des débats houleux. Par la suite, les concepts nouveaux que j'exposais, après visite de quelques élevages, ont continué à susciter des débats si animés et enrichissants que je ne suis pas prêt de les oublier (Ils commençaient à 8h du matin et se terminaient souvent à 5 h de l'après midi). A partir de 1982, les Vietnamiens ont envoyé en France certains de leurs Chercheurs et Enseignants pour des séjours de durée moyenne (5 à 15 mois). J'en ai reçu cinq (pour une durée totale de 75 mois environ, certains à titre de récompense, d'autres pour "espionner", d'autres enfin pour collaborer). Ils ont beaucoup appris sur nos techniques, sur notre organisation et surtout ils ont accumulé une bibliographie énorme. C'est un aspect primordial pour les PED qui ne peuvent généralement pas s'offrir des abonnements à des revues internationales. J'aurais souhaité pouvoir interpréter davantage les données dont disposaient mes interlocuteurs. Malheureusement, ils craignent tellement le pillage qu'ils se refusaient à laisser sortir leurs données même à les emporter avec eux pour leurs séjours en France. J'ai également piloté des missions vietnamiennes en France et accueilli à de nombreuses reprises notre ancien collègue Tran The Thong (stagiaire chez Poly en 1960), directeur de l'Institut des Sciences Agronomiques d'Ho Chi Minh Ville.

Je déplore que ces échanges avec les Pays en Développement, qui donnent une ouverture extraordinaire sur le monde qui nous entoure, ne soient pas plus développés dans notre Institut et si peu considérés. Les informations venant de ces pays n'apparaissent pas assez fiables à nos Chercheurs. Un document, que j'ai rédigé à la suite de mon expérience vietnamienne, a été publié par l'ITEMVT, faute d'avoir été accepté par l'INRA.

D.P. — N'êtes-vous pas un peu déçu ?

M.M. — C'est tout le contraire. L'évolution des mentalités entre 1980 et 1992 au Viêt-nam montre que le message est bien passé. J'ai pu nouer des relations sérieuses avec un Institut de recherche. J'ai assuré une présence française lorsque rien n'existait. Depuis 1992, à Hanoï, un attaché agricole fait la jonction entre les demandes du Viêt-nam et les possibilités françaises. Un Ingénieur revenu d'Haïti (Jean-Jacques Delatte) s'occupe des problèmes porcins vietnamiens pour le compte du CIRAD. La coopération que j'ai amorcée est prise en charge par les firmes de sélection, les fabricants d'aliment du bétail.

A l'avenir, il est probable que les laboratoires de l'INRA accueilleront plutôt des thésards. C'est la politique que le Département de Pathologie mène depuis plus de 10 ans, sous l'impulsion de Jean-Marie Aynaud.

D.P. — Le travail que vous avez entrepris au Viêt-nam ne s'apparente-t-il pas beaucoup à celui que vous aviez effectué au début de votre carrière ?

M.M. — J'ai retrouvé le même enthousiasme, mais pas les mêmes moyens. Mon souhait est que nous ne fassions pas dans les pays sous développés toutes les erreurs que nous avons commises en France, c'est à dire pousser à une déruralisation rapide. Je pense qu'il y a des moyens, sinon de l'arrêter, du moins de ralentir fortement le processus d'industrialisation de l'agriculture qui transfère les ruraux vers les bidonvilles. Comme je ne crois pas au statu-quo, je pense qu'il faut trouver une voie originale entre l'observation contemplative et le productivisme effréné.

D.P. — Avez-vous eu à l'INRA des activités annexes autres que celles liées à votre profession ?

M.M. — Quand nous étions au laboratoire de l'INA, J. Poly avait constitué une amicale des Chercheurs de Paris. Des personnes de la rue de Lasteyrie, de la rue de Grenelle nous rejoignaient pour jouer au bridge, faire du Volley-Ball... J'étais personnellement responsable de la piscine. Quand l'ADAS s'est créée, j'ai adhéré pour faire du tennis et de la gymnastique. J'ai accepté des responsabilités à la section de tennis de Jouy, pendant plusieurs années.

J'ai eu, par ailleurs, des activités syndicales et des activités de représentant du personnel. J'ai fait partie, en effet, des commissions de la main d'oeuvre, des commissions du personnel ouvrier, des Commissions Administratives Paritaires Locales (CAPL), en tant que représentant de l'Administration pour les catégories B et C. J'ai fait également partie des Commissions Administratives Paritaires Nationales (CAPN), au titre de représentant des Ingénieurs. Pendant 10 ans, j'ai vécu les commissions paritaires des deux côtés (Administration et Personnel).

D.P. — Avez-vous été choqué sur certains points ?

M.M. — Au moment de la mise en oeuvre du nouveau statut, à partir de 1985, j'ai notamment pu constater que les ITA (Ingénieurs, Techniciens, Administratifs) en poste dans les Écoles Nationales Vétérinaires avaient eu des retards dans leurs promotions par rapport aux autres agents du secteur des productions animales, les Enseignants ne s'en étant jamais souciés. Pour la Direction de l'INRA et les représentants du personnel, tout agent (auquel aucun reproche n'était fait) devait terminer sa carrière au dernier échelon du 2e grade de son corps de recrutement. Faute d'avoir été suffisamment défendus par ceux qui utilisaient leurs services, les agents des Écoles Vétérinaires ne bénéficiaient pas de ces garanties de carrière. Des affrontements épiques ont eu lieu pendant 7 à 8 ans, lors des réunions des Commissions Consultatives des Départements de Recherche (CCDR) et des CAPN entre représentants de l'Administration et ceux du personnel. Les représentants du personnel tenaient à réparer les injustices; chaque Chef de Service défendait bec et ongles la promotion de ses agents...et le Chef du Département des Recherches Vétérinaires, mal à l'aise, approuvait notre position, mais pouvait difficilement heurter de front ses collègues et désavouer en bloc ses prédécesseurs. Tout se terminait, en général, par un compromis. Aujourd'hui les agents des Écoles Vétérinaires ont, dans la majorité des cas, réintégré le peloton des autres agents de l'INRA.

Je tiens à signaler que ces réunions terminées, les décharges d'adrénalines évacuées, nous ne gardions aucune rancune tant du côté de l'Administration que de celui des représentants du personnel. J'ai particulièrement apprécié le comportement de Michel Courot, lorsqu'il a quitté la direction du Département de Physiologie Animale. Il est venu me dire : " *Nous nous sommes souvent affrontés, nous avons chacun nos raisons. Je tiens à vous remercier à la fois pour votre passion et pour votre fair-play*".

D.P. — Comment vos activités syndicales se sont-elles intégrées dans vos activités quotidiennes ?

M.M. — Je ne me suis occupé d'activités syndicales qu'à partir de 1970, après avoir été promu Ingénieur de Ire classe. C'était une précaution utile et, quand je rencontre des jeunes intéressés par l'activité syndicale, je leur conseille toujours d'attendre d'être bien assurés dans leur carrière avant de s'y lancer à fond. J'ai milité à la CFTC et j'ai toujours souhaité rester un "amateur" par rapport à ceux qui sont de véritables "professionnels" du syndicalisme. Pendant mes 8 années de Président de la CFC à l'INRA, j'ai tenu mon agenda de façon très précise et je me suis imposé de consacrer au minimum 35 heures par semaine à la Station de Génétique. Mes activités syndicales (réunions officielles exceptées) intervenaient en dehors des heures de service : le soir après 17 heures et à la maison. Je ne voulais pas sacrifier mes activités d'Ingénieur en me laissant déborder par les actions syndicales toujours très urgentes. Cette attitude m'a obligé à déléguer au maximum le "débroussaillage" des dossiers pour réserver mon temps aux discussions, aux décisions et pour tempérer les ardeurs de mes collaborateurs les plus remuants : le dynamisme et l'imagination des gens sont extraordinaires, sitôt qu'on leur confie des responsabilités et je crois avoir joué cette carte qui exige en contre partie de bien maîtriser ses troupes. Je me devais aussi de consacrer du temps à la représentation syndicale qui est capitale.

D.P. — **Expliquez vous !**

M.M. — L'impact d'un syndicat ne se mesure pas à la seule lecture des comptes rendus de réunions. Mon syndicat apparaît rarement parce que nous ne sommes pas formés à intervenir dans les "grandes messes syndicales". Préparer des motions, saisir la moindre coupure pour s'emparer du micro, etc. ne sont pas dans nos habitudes. Par contre, lors des audiences, nous avons réussi à nous faire entendre de la Direction de l'INRA, des ministres, des secrétaires d'État ou des membres de leurs cabinets. Nous avons affaire à des interlocuteurs qui savent écouter, négocier et qui ne vous rejettent pas systématiquement.

- Si le syndicat doit avant tout défendre le personnel, il a aussi un autre rôle auprès de la Direction. Il se doit de lui donner de l'INRA une image moins édulcorée que celle de "la cour". L'environnement proche passe la main dans le sens du poil et congratule la direction (ça peut toujours servir !). Les représentants syndicaux mettent l'accent (souvent avec excès) sur les défauts de la cuirasse. A la Direction de se forger sa propre idée à partir de la vision idyllique des uns et catastrophiste des autres.
- Enfin le négociateur syndical représente la pérennité, la continuité face à une Direction éminemment fluctuante. Au cours des deux dernières décennies, nous avons eu comme interlocuteurs : 6 Directeurs (R. Février, J. Poly, Pierre Douzou, Pierre Feillet, Hervé Bichat et Bernard Chevassus) 6 Directeurs adjoints (Lucien Pompon, Francis Rinville, Paul Vialle, Guy Paillotin, Mme Simone Touchon et Jacques Bernard), 4 Directeurs du Personnel (Lejeune, Bessemoulin, Mommay et Mme d'Argouges). Tous ne connaissaient pas obligatoirement l'INRA, quand on leur a confié le poste. Nous leur apportons une information et un savoir-faire non négligeables.

Au risque de paraître prétentieux, j'ai toujours été persuadé qu'un négociateur syndical honnête a autant d'influence sur la marche de l'INRA qu'un Directeur Scientifique de Secteur.

D.P. — **Quels ont été les moments forts de votre activité syndicale ?**

M.M. — Indéniablement, les négociations sur les nouveaux statuts (Statut Aigrain puis Chevénement). Avant 1981, Aigrain (Ministre de la Recherche) avait proposé un statut de contractuel nettement amélioré par rapport à celui de 1963. La CFTC l'avait signé. A peine élu, le nouveau Président, François Mitterrand, l'a abrogé. Il a fallu négocier un nouveau statut. Dans toutes les négociations, nos objectifs ont été d'obtenir le statut de fonctionnaire avec les avantages financiers du statut Aigrain. Les échelonnements indiciaires acquis, les points d'achoppement étaient nombreux : Primes, conditions d'intégration, reclassements. Nous avons obtenu que les intégrations dans le nouveau statut se fassent à corps et indices équivalents (alors que le statut de fonctionnaire prévoit qu'il y a reconstitution de carrière lors d'un recrutement, c'est à dire que toutes les promotions antérieures soient gommées). La prime de participation à la recherche a été obtenue bien plus tard. Enfin nous avons "arraché" que la mise en route du nouveau statut soit l'occasion de supprimer les sous-classements par des transformations d'emplois. Ces trois mesures ont été obtenues après de longues discussions et un chantage : "*Si ces trois points ne sont pas accordés, nous démontrerons au personnel que le statut Aigrain était plus intéressant et le gouvernement qui l'a abrogé perdra la face*".

Le nouveau statut adopté, il a fallu ensuite le "faire vivre" :

- Procéder aux intégrations.
- Approvisionner le nouveau corps des Assistants-Ingénieurs.
- Organiser les concours liés aux transformations d'emploi.
- Définir de nouvelles règles d'avancement.

.....etc. et répondre à toutes les interrogations du personnel.

D.P. — Certains membres de votre syndicat ont-ils été choisis par la Direction de l'INRA pour occuper des postes de responsabilité ?

M.M. — Non ! D'ailleurs je ne pense pas qu'à l'INRA, la simple appartenance à un syndicat suffise à "faire" une carrière ou la "briser".

D.P. — Vous avez été l'un des plus jeunes Ingénieurs de 1re classe de l'INRA et ensuite vous avez plafonné près de 20 ans avant de passer hors-classe. Pensez-vous que votre appartenance syndicale en soit la cause ?

M.M. — Non ! La raison est ailleurs. Je claironne, depuis 1975-1976, qu'en sacrifiant tout à la Déesse Productivité, le Chercheur perd son âme et ça, aucune personne ne pouvait me le pardonner !

D.P. — Je croyais que les syndicats, à l'INRA, n'étaient jamais intervenus dans le choix des orientations scientifiques ?

M.M. — Effectivement, les syndicats se sont en général abstenus d'intervenir. Je ne plaçais pas mes interventions sur le plan syndical mais au niveau de notre Station, de notre Département et de la "Commission Spécialisée en Recherches Porcines". L'INRA a mis en place plusieurs commissions spécialisées (porcine, bovine, ovine-caprine, volailles) au sein desquelles nous pouvons nous exprimer, même si les comptes rendus ne sont pas largement diffusés. C'est à ce niveau que je me suis fait beaucoup "d'amis".

D.P. — Activités sportives, activités syndicales, ça fait beaucoup en plus des activités professionnelles !

M.M. — Il faut aussi ajouter la formation permanente. De tout temps, j'ai considéré que la formation du personnel était un devoir pour un Service. Dès 1970, j'ai fait partie de la commission locale créée par René Ducluzeau à Jouy-en-Josas.

D.P. — Qu'est-ce que ces trois expériences (Amicale, syndicat, formation) vous ont apportées ?

M.M. — Beaucoup de satisfactions et je pense qu'il n'y a pas assez de personnes à l'INRA qui s'investissent dans ces domaines. Les scientifiques, obnubilés par leurs publications, soucieux de leurs promotions et souvent submergés par des tâches administratives n'ont plus suffisamment de temps pour s'occuper de leur personnel. Je ne dis pas qu'ils s'en désintéressent, mais souvent ils ne les comprennent plus. Les mémoires que certains scientifiques font rédiger à leurs techniciens en vue des concours les conduisent tout droit à l'échec. Ce sont des mémoires scientifiques, alors qu'on demande autre chose aux techniciens.

D.P. — Vous avez réussi, semble-t-il, à vous tailler un domaine où vos compétences techniques ont été bien reconnues ?

M.M. — Je dirais des domaines successifs, mais ça n'a pas toujours été très facile car à chaque fois il faut faire un gros effort de remise à niveau. Quand je lis les projets de réorganisation de l'INRA, ils me sidè-

rent. Demander aux Ingénieurs de passer la thèse avant d'être définitivement recrutés, c'est oublier l'aspect polymorphe par nature de leur fonction. Le chercheur est un "spécialiste" alors que l'ingénieur est un "généraliste".

D.P. — Avez-vous regretté de ne pas être entré dans le cadre scientifique ?

M.M. — Jamais ! Je me trouve à l'aise dans le métier que j'ai exercé. Parfois je me demande (n'y voyez ni rancœur, ni méchanceté) si, dans le cadre scientifique, je n'aurais pas été atteint par ce virus égocentrique dont G. Trudelle me disait qu'il constituait un élément dynamisant de l'INRA. De toute façon, après quelques années d'activité professionnelle, il m'aurait été difficile de passer du cadre Ingénieur (où les débutants sont mieux payés que les Assistants) au cadre scientifique. On m'aurait reproché de vouloir "*manger à tous les râteliers*".

D.P. — Comment les contraintes institutionnelles pesant sur les chercheurs ont-elles évolué à votre avis ?

M.M. — Je vais me répéter. Même si elles se sont un peu alourdies, les contraintes structurelles n'ont pas fondamentalement changé. Par contre la façon de les aborder a évolué. Le Chercheur est devenu un Ingénieur et l'Ingénieur un pseudo-chercheur ou un technicien. A côté des Chefs de Départements et des Directeurs de Laboratoires, il devrait y avoir un Ingénieur de haut niveau capable de saisir les problèmes scientifiques et chargé de la partie logistique. Les scientifiques redoutent de perdre une partie de leur autorité ; or, c'est tout le contraire. Déchargés de la maintenance, ils pourraient se consacrer plus activement à l'animation scientifique.

Pour le Département de Génétique, un autre aspect s'ajoute. Son démarrage au début des années 60 s'est effectué dans l'euphorie, sans états d'âme. Quand un problème se posait, nous le résolvions à notre façon et souvent les services administratifs devaient réparer nos erreurs (Monsieur Dupont, à Jouy, a été d'une patience à toute épreuve). Peu à peu, le Département a dû s'installer dans les structures existantes d'où un renforcement des contraintes administratives (On ne peut pas tolérer indéfiniment les péchés de jeunesse !)

Pour les contraintes scientifiques, je ne vois également pas de différences fondamentales. Certains craignent que nos gouvernants nous imposent les thèmes. Jusqu'à ce jour, ce sont les puissants de la profession qui nous les imposent. Où est la différence ?

D.P. — Que diriez-vous à un jeune collègue qui prétendrait tourner la page et faire table rase du passé ?

M.M. — Dans la plupart des disciplines, les Chercheurs prétendent que les recherches se développent à une telle vitesse qu'une bibliographie de plus de 10 ans est forcément obsolète. C'est souvent faux et parfois dangereux. Ainsi, en Génétique, le temps est une variable essentielle. Pourtant chez nous, 10 ans représentent aussi l'antiquité.

Je pense aussi que les jeunes devraient se familiariser davantage avec l'histoire de leur discipline et les anciens avoir le courage de leur faire de temps en temps une leçon de morale. Un jour (j'avais 32-33 ans), je faisais un exposé à des visiteurs en présence de Raymond Février. Les visiteurs quittent Jouy enchantés par ce qu'ils ont vu et entendu. Février me prend alors en aparté : "*Si j'ai bien compris, Molénat, vous êtes le sauveur et rien n'avait été fait avant votre arrivée !*" Je n'ai jamais oublié cette leçon d'humilité et, depuis cette date, la référence à mes prédécesseurs est devenue une obsession.

D.P. — Pour terminer cet entretien, quels sont les moments de votre carrière dont vous conservez les meilleurs souvenirs ?

M.M. — Ils sont très nombreux dans le registre des relations humaines :

- En premier viennent mes souvenirs syndicaux, peut être parce qu'ils sont encore très vivants. J'ai échangé et pu rencontrer des personnalités ouvertes, prêtes au dialogue. Mis à part quelques vaniteux, ces personnalités acceptaient l'affrontement quelles que soient les familles politiques auxquelles elles appartenaient. J'éprouve une grande fierté (avec sans doute une part d'autosatisfaction) à avoir :

- représenté le personnel pendant plus de deux décennies.
- permis de régler des problèmes épineux de relations humaines.
- fourni des éléments à ceux qui avaient des choix importants à faire (rester contractuel ou se faire titulariser; racheter ou non ses années de contractuel...).
- répondu à de très nombreuses demandes individuelles sur les nouveaux statuts, sur les concours, sur les accords Durafour, sur la retraite, etc.

J'ai été très heureux de gérer "la boutique Poly" et de former à la tête de la Station de Rennes-le Rheu un ex-technicien (devenu depuis Ingénieur de Recherche) qui a pris ses responsabilités et dirige seul la Station, depuis 1980, à la grande satisfaction de ses Supérieurs.

Je suis fier d'avoir assuré la présence française au Viêt-nam à une époque où les échanges étaient quasiment nuls.

D.P. — Vos activités techniques vous ont-elles apporté aussi beaucoup de satisfactions ?

M.M. — Je ne pense pas qu'il faille insister sur cet aspect. Les réalisations sont fugaces par nature. Toute avancée technologique rejette la précédente aux oubliettes et parler de réalisations anciennes fait "ringard" Je me limiterai à deux actions qui se poursuivent actuellement.

Le contrôle individuel des verrats : j'ai été la "locomotive" au moment où la profession (y compris l'ITP) n'y croyait pas.

L'interprétation mécanographique des données recueillies dans les élevages porcins. Le travail, commencé à l'Agro, a aujourd'hui un impact important sur la gestion des élevages.

D.P. — Avez-vous éprouvé certains regrets ?

M.M. — Qui n'en a ? Personnellement, j'en ai au moins deux :

Mon premier, c'est qu'après avoir lancé la machine productiviste, nous n'ayons pas réussi à la ralentir, lorsqu'elle a commencé à s'emballer.

Mon deuxième est de ne pas avoir réussi à faire reconnaître à l'INRA la spécificité du corps des Ingénieurs de Recherche. Un Scientifique ne peut pas montrer le bout de son nez sans être évalué (concours, CSS, évaluation collective). A l'opposé, un Ingénieur peut passer toute sa vie à l'INRA, sans avoir de comptes à rendre. Son image est celle que sa hiérarchie la plus proche veut bien véhiculer. D'où la soumission excessive de certains à l'égard de leur supérieur hiérarchique. Je réclame, en vain, depuis plus de quinze ans, que les Ingénieurs de Recherche soit évalués par une commission d'experts, tous les cinq ans par exemple.

Ce problème est spécifique aux Ingénieurs de Recherche, seul corps sans possibilités de comparaison. En effet, pour les Scientifiques, il y a évaluation surabondante (voir plus haut). Quant aux ITA des autres corps, les concours internes leur permettent de se confronter à leurs pairs.

Je profite de ce témoignage pour manifester mon amitié et adresser tous mes remerciements au personnel de secrétariat, d'entretien et de reprographie que j'ai bien connu. Qu'il me soit permis de dire aussi un grand merci à toutes ces personnes dont on parle peu mais qui sont si précieuses pour l'atmosphère qu'elles entretiennent dans une équipe et qui font qu'un laboratoire est agréable, viable.....ou sinistre ! Je pense tout particulièrement à Mesdames :

- Maria Botas d'une extrême gentillesse mais qui a toujours l'air si triste.
- Françoise Bouchain qui ne sait pas abandonner ses soucis ménagers en arrivant au bureau.....et sans doute ses soucis professionnels en rentrant chez elle.
- Irène Cabourdin qui ne saurait passer inaperçue avec son rire si communicatif.
- Anna da Costa qui a l'oeil à tout sous ses airs nonchalants.
- Madame Jeanne Couvreur qui ne mâchait pas ses mots et protégeait avec vigueur sa nièce Gisèle.
- "Gigi" Desvignes tantôt fantasque, imprévisible, et tantôt si attachante.
- Pierrette Gillet "directive" par moment mais d'une compétence et d'une disponibilité si précieuses pour un Directeur de Station.
- Anne Laguiliez qui a laissé son coeur dans le Nord où vit toute sa famille.
- Marie-Laure le Paih d'une grande discrétion mais qui va son petit bonhomme de chemin.

- Hélène Moret toujours "assise entre deux chaises" avec ses doubles fonctions de standardiste et de secrétaire.
- Jacqueline Patier la seule secrétaire contre laquelle je n'ai jamais vu Poly s'emporter.
- "Nenette" Renault qui appréciait à sa juste valeur son rôle de Secrétaire du patron.
- Claude Revert dont le départ fut regretté de tous.....même des femmes !
- Madame Robert toujours souriante et au caractère si heureux.
- Michèle Saillard "l'occasionnelle" du secrétariat puisque son activité essentielle était la tenue de la bibliothèque.
- Hélène Tresse notre secrétaire "Bébé-Cadum" qui semblait ne pas vouloir franchir le cap de l'adolescence.
- Danièle Tricard qui soutenait la gageure d'apprendre l'Anglais à l'ensemble du personnel pendant la pause du Déjeuner.
- Any Vitalis que j'ai recrutée craintive à sa sortie de l'école.....il y a quelques années déjà !
..... et à Messieurs
- Firmin Chevreuil qui avait fortement enrichi son vocabulaire et "trempé" son caractère au contact du personnel du "Domaine"
- Serge Tignoux qui bougonne souvent, mais fait avec une grande conscience professionnelle tout ce qu'on lui demande.
- Marc Wéber l'un des caractères les plus décontractés que je connaisse, ce qui n'était pas toujours du goût du "père" Chevreuil.

Curriculum vitae sommaire

- 1957-61 : secrétaire-marqueur des Livres généalogiques porcins.
 - 1962 : ingénieur au CTCD (Centre Technique de Contrôle de la Descendance), recruté à l'INRA en main d'oeuvre occasionnelle.
 - 1963 : ingénieur de recherche de 2ème classe.
 - 1970 : ingénieur de recherche de 1ère classe.
 - 1991 : ingénieur de recherche hors classe.
 - 1996 : mise à la retraite.
- ◆ Activités à l'INRA :
- 1962-1996 : Actions de développement dans le secteur porcin.
 - 1975- 1996 : Actions en direction des zones défavorisées (Corse) et des races porcines locales.
 - 1980- 84 : Correspondant INRA pour l'EMBRAPA (Equivalent brésilien de l'INRA) en matière de recherches porcines.
 - 1980-96 : Actions en direction des pays en développement, Viet-Nam en particulier.
- ◆ Autres responsabilités :
- 1970-88 : membre de la Commission de formation permanente du CNRZ.
 - 1980- 88 : président du syndicat CFTC de l'INRA
 - 1963-78 : représentant de l'Administration dans les commissions locales de personnel ouvrier et les CAPL (Commissions administratives paritaires locales).
 - 1970-96 : représentant élu des ingénieurs de recherche dans les Commissions administratives paritaires nationales.